

COMITÉ DE LIAISON DU COMITÉ D'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE

Mandat

1. Le Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne s'engage formellement à respecter dans tout cas l'indépendance décisionnelle du Comité d'éthique de la recherche («le CER »).
2. Les questions d'éthiques concernant la recherche sur les sujets humains doivent être régies par la plus haute autorité de l'Université, en occurrence le Conseil des Gouverneurs.
3. Tous les membres du comité de liaison doivent suivre une formation pour se familiariser avec les politiques nationales concernant la recherche sur des sujets humains.
4. Le Comité de Liaison du comité d'éthique de la recherche («le Comité») supervisera le processus de revue de l'éthique des propositions de recherches à l'Université Laurentienne («LU») en :
 - Assurant l'interprétation et l'application consistantes des politiques pertinentes du Conseil qui régissent le CER
 - Veillant à la consistance et à l'équité des procédures de revue, la tenue des dossiers, le processus de prise de décision, ainsi que les normes de rendement du CER, et
 - Recevant à huit clos les évaluations ou les plaintes reçus par l'entremise du président du CER concernant les membres du CER
5. Le comité de liaison et le CER partageront la responsabilité de développer et mettre en vigueur des principes politiques concernant le CER et qui seront conforme aux termes de l'EPTC 2 et toutes futures versions. Le comité passera en revue à certains intervalles les principes politiques pertinents pour s'assurer qu'ils soient à jour et reflètent les politiques tant au niveau national ou autres et la législation et soumettre ses recommandations au Conseil UL à qui revient l'autorité finale.
6. Le Comité recevra les plaintes du CER au sujet d'un chercheur ou des chercheurs¹ qui ne respectent pas les conditions d'un projet de recherche ; et sera tenu au courant que cette plainte aurait été référé à l'autorité appropriée (i.e. le doyen de la faculté du chercheur dans le cas échéant qu'il s'agisse d'un membre du corps professoral, et au vice-recteur aux affaires francophones, à la recherche et aux études supérieures dans tout autres cas).
7. Egalement, par l'entremise du président du CER, le Comité recevra toutes allégations d'influence externe qui risquerait de compromettre l'autonomie du CER dans la prise de ses décisions, et veillera à renvoyer ces allégations à l'autorité appropriée, comme indiqué ci-dessus pour prise d'action en conséquence de cause. De même, par l'entremise du président du CER, le Comité sera mis au courant d'autres allégations d'infractions graves, y compris mais non limité de n'avoir pas respecté les termes du certificat de recherche, et/ou d'avoir

¹ Il est entendu que ces règlements s'appliquent également aussi bien au sexe féminin de chercheur

commencé un projet de recherche impliquant des êtres humains sans avoir obtenu au préalable le certificat de recherche (dans le cas où ceci s'applique). Le comité sera tenu au courant que cette allégation aura été référée à l'autorité appropriée, tel que décrit plus haut, pour prise d'action en conséquence de cause.

8. Par l'entremise du président du CER le Comité sera tenu au courant des rapports d'enquête et des décisions prises à propos de toutes allégations ci-dessus.
9. Les bien-fondés de l'appel soumis par un chercheur seront régis par les termes de l'EPTC 2 (et de ses futures révisions) sous les articles 6.18, 6.19 et 6.20 et le processus sera conforme aux conditions décrites par ces articles. Le Comité veillera à l'identification d'un organisme d'appel auquel les chercheurs pourront avoir recours dans le cas échéant où ces derniers et le CER ne sont pas parvenus à une décision mutuellement acceptable. Cet organisme d'appel sera un CÉR d'une autre institution, dont la décision sera finale.
10. Le Comité, travaillera en collaboration avec le CER et le vice-recteur aux affaires francophones, à la recherche et aux études supérieures pour solliciter l'intérêt des membres de la communauté de l'Université Laurentienne à servir au sein du CER.
11. Le Comité examinera le bien-fondé d'inquiétude au sujet du fonctionnement du CER, et s'il y a lieu recommandera une revue approfondie du CER.
12. Chaque année le Comité recevra et passera en revue le budget proposé pour le CER avec le président du CER et soumettra ses recommandations à l'administration.
13. Le Comité soumettra au conseil des gouverneurs de l'UL des rapports annuels sur les activités du CER basé sur des indicateurs de performance prédéterminés et tel que rédigé en consultation avec le CER.

Composition des membres avec droit de vote

4 membres du Conseil

4 membres choisis par le Sénat comme suit :

- a. Deux membres choisis parmi le corps professoral et des départements de l'Université Laurentienne et autres communautés académiques et de recherches servies par le CER²
- b. Deux personnes qui auraient été membres du CER au cours des cinq années précédentes.

Ce mandat est de deux ans suivi d'un terme supplémentaire. Cependant, la nomination de chaque membre doit être confirmée annuellement par le Conseil des gouverneurs de l'UL.

² Telles que le programme d'éducation des sages-femmes, Le département de psychologie, de l'EMNO, Le département de sociologie, l'école kinésiologie, l'École d'enseignement, L'École des sciences infirmières, École de travail social, École d'études autochtones et ainsi de suite.

Composition des membres sans droit de vote

Recteur / rectrice et vice-chancelier / vice-chancelière (d'office)

Président ou présidente du Conseil (d'office)

Vice-président ou vice-présidente du Conseil (d'office)

Le Comité pourra inviter des personnes ressources, telles que le gestionnaire de l'activité de recherche responsable de l'éthique et / ou de consulter des personnes externes à l'Université, tel que recommandé par le Comité et approuvées par le Conseil de l'UL. Ces personnes doivent avoir une expérience ou une expertise reconnue dans l'activité de recherche

Rôles et responsabilités du vice-recteur aux affaires francophones, à la recherche et aux études supérieures

1. Est responsable de fournir le soutien administratif pour les activités du CER et du Comité de liaison. Ce soutien comprend, mais ne se limite pas au recrutement, formation et gestion des membres du CER et du Comité.
2. Agit comme liaison entre le Comité et les bureaux internes et externes dans l'université, ainsi qu'avec les chercheurs en matière d'éthique et sur les questions d'administration.
3. Veille aux processus du CER et du remplacement de membres du Comité, à l'éducation et la formation des membres du Comité et des chercheurs de l'Université Laurentienne, et pourvoit aux ressources nécessaires qui en découlent
4. Veille à ce que les décisions prises par le Comité soient conformes avec les termes politiques énoncés dans le l'EPTC 2 (ainsi que ses futures révisions/remplacements) et le protocole d'entente signé avec les Trois Conseils.
5. Consulte et met en vigueur les politiques adoptées par le Conseil des gouverneurs.
6. Veille que l'éducation et la formation offertes aux nouveaux membres du CER et les membres du Comité soient à jour, et pertinentes ; éclaire et rend disponible le plus possible les politiques en matière d'éthique pour tous les niveaux au sein de l'université.
7. Maintienne une liste de personnes qui peuvent être appelés en tant que conseillers ad-hoc, et conseille-invites auprès du CER afin d'inclure le plus possible une expertise spécialisée dans la revue d'éthique des applications. Les membres de cette liste d'experts seront à la disposition du président du CER, pourront participer aux débats du CER et fourniront leurs rapport au CER tel que demandé, mais n'auront pas droit de voter sur aucune motion présentée au CER.
8. Coopère et facilite le travail d'une vérification externe du CER.

Mandat approuvé par le Conseil des gouverneurs le 13 octobre 2011